

## VIE POLITIQUE ET RELATIONS INTERNATIONALES

Jean-Claude SANTUCCI et Salam KAWAKIBI\*

A partir des réserves qu'on est amené à renouveler sur la relative pertinence de cet échantillon, le lecteur comprendra qu'on se limite à dégager certains indicateurs de tendance de ce corpus bibliographique, millésime 1997. Comme l'an dernier la production de caractère monographique cède le pas devant les études plus générales qui tendent à privilégier les enjeux du Maghreb et de l'Islam dans leurs dimensions plurielles et transnationales. Les réflexions à connotation philosophique alimentent le débat récurrent autour des conceptions essentialistes ou historicistes de l'Islam, parallèlement aux essais de sociologie comparée sur les mouvements islamistes ou encore aux travaux collectifs qui s'appuient sur des perspectives de type stratégique pour décrypter les différents modes de gestion du phénomène islamiste par les acteurs étatiques eux-mêmes. L'intérêt de ces thématiques se retrouve dans une certaine mesure dans la production en arabe, sous la forme d'un objet de débat idéologique entre intellectuels de renom, ou encore comme point d'ancre à une réflexion critique sur la crise de la gauche arabe et la nécessaire «mise à niveau» de son discours à l'aune de la mondialisation du fait démocratique.

Sur l'Algérie, l'appareil référentiel est beaucoup moins riche que les années précédentes, en langues européennes du moins, tout en se rapportant aux mêmes thématiques commandées par l'enlisement du pays dans la dialectique violence populaire/violence officielle que les dernières élections présidentielles semblaient devoir neutraliser. Poids de l'héritage historique du mouvement national et militarisation du pouvoir sont pointés par les analystes pour expliquer les raisons et les enjeux de la crise; de même que l'échec des élites dirigeantes et l'absence de véritable dialogue social sont avancés pour nourrir la réflexion sur le déficit d'institutionnalisation du pouvoir, que les élections législatives ont paradoxalement contribué à entériner.

Quant au Maroc qui continue d'adapter, sur le terrain électoral, sa trajectoire institutionnelle et politique aux standards universels de l'espace libéral et démocratique, c'est le système de pouvoir (réforme constitutionnelle, élite politique, élections législatives...) qui retient l'intérêt des principales études dans les deux langues : un système dominé par le roi suivant des rapports complexes de pouvoir façonnés essentiellement par *l'allégeance* (B. Cubertafond), ou encore un système voué à l'autoritarisme en raison de la prégnance dans la sphère politique du modèle de la relation maître-disciple, profondément ancrée dans la culture marocaine à partir du mysticisme musulman (A. Hammoudi). Deux thèses témoignent également de cet intérêt pour les mécanismes d'organisation et de reproduction du pouvoir : l'une (A. Parejo Fernandez) qui à l'occasion du renouvellement du personnel parlemen-

---

(\*) Respectivement chargé de recherche et doctorant, chercheur associé à l'IREMAM.

taire en 1993, renoue avec la fonction heuristique des études de sociologie descriptive des élites, l'autre (A. Benhaddou) qui privilégie au prix d'une démarche méthodologique originale l'importance des stratégies matrimoniales dans la consolidation et l'élargissement des assises politique, économique et financière des élites bourgeoises.

## Analyses

### Ouvrages en langues européennes

- CUBERTAFOND Bernard – **Le système politique marocain**, Paris, L'Harmattan, 1997, 188 p.

Dans cet ouvrage dont le titre s'apparente à l'enseigne des monographies de droit constitutionnel ou de science politique, Bernard Cubertafond nous livre une analyse du système politique marocain de facture assez originale par rapport aux normes d'un travail de type académique.

En effet, sans renoncer à la posture méthodologique de l'enseignant-chercheur qu'il est redevenu, B. C. a su insérer dans son champ d'investigations et de connaissances, le capital de perceptions, d'intuitions et de sensations acquises sur le tas, au contact d'un milieu politique et d'un vécu social, dans un pays dont il s'est imprégné durant trois ans, le temps d'une expérience de coopération à l'ambassade de France. La question « professionnelle » qui mobilise le chercheur n'est pas en soi originale, si l'on en juge par la littérature scientifique nationale et étrangère qui s'est déjà interrogée sur « l'exceptionnalisme » marocain ou sur la « spécificité » de son système de gouvernement qui doit beaucoup plus à la subtilité d'un jeu politique ancré dans la tradition qu'à l'affichage de règles constitutionnelles empruntées aux standards de la modernisation. La question est toutefois d'un grand intérêt, notamment par les questions-relais tout aussi fondamentales, touchant à la capacité du système de s'adapter aux recompositions politiques en cours, voire à survivre aux échéances inéluctables d'une succession monarchique.

Pour y répondre, l'auteur s'emploie à mettre à nu les emboîtements de l'architecture fonctionnelle du système dont il voit le fondement dans les notions khaldouniennes d'Açabiyā et surtout d'allégeance. En s'appuyant sur l'histoire institutionnelle et politique du Maroc des dernières décennies, B. C. en décrit les diverses formes d'expression, qui caractérisent les relations de pouvoir et en souligne les différents sens qui s'inscrivent derrière le rituel de ces pratiques. Pour l'auteur, la « spécificité » du système marocain n'est pas à rechercher dans les représentations ambivalentes et ornementales d'une « monarchie constitutionnelle », ni même dans le caractère segmentaire de son infrastructure sociale qui se préterait aux stratégies de division et de compensation du Pouvoir. Pour nuancer ces analyses, dont il reconnaît les mérites, B. C. privilégie la thèse de l'allégeance qui lui paraît constituer le « noyau dur » et « l'ultime apparence » d'un système totalement concentré autour du roi. Emblématique de la complexité marocaine, l'allégeance (*bay'a*) façonne les rapports de pouvoir en associant à « l'inclinaison, l'échange et sous la soumission, l'accord et la responsabilité engagée du roi ». Au-delà du rituel constamment entretenu, à travers le temps et l'espace, dans le droit fil de la tradition sultanaise de contrôle, l'allégeance implique également une demande d'action de la part des

«sujets», en référence à la fonction d'arbitrage du Makhzen; dans les faits, elle inclut même le contact et la négociation permanente avec les acteurs politiques, y compris opposants, dans les limites définies par le roi.

Fondement de la légitimité monarchique, elle met le roi en situation de dominer l'ensemble du système, et de décider à lui seul des changements qu'il estime déterminants, sans autres contraintes que celles de son statut et de sa responsabilité politique tout à fait théorique... Pour illustrer la centralité voire la prédominance monarchique, B. C. reprend à son compte avec force exemples les analyses d'un «Roi constituant», «maître du temps politique et constitutionnel», décideur primordial et incontesté de l'intérêt national, référent principal et exclusif de l'ordre politique, économique, social et religieux.

Garant de l'essentiel et de l'intouchable, «Dieu, la Patrie, le Roi», il est celui qui fixe en dernier ressort les contours de la scène politique «formelle», les termes et les limites du dialogue avec l'opposition légitime, en somme le sens et la portée périodiquement renouvelés de «l'ouverture politique». Pour B. C. comme par d'autres observateurs avertis, la force du système ne réside pas seulement dans la consolidation du Pouvoir Royal, mais surtout dans sa capacité à faire entériner par l'ensemble des forces politiques les prérogatives et la fonction hégémonique du roi dans le champ politique. Si le consensus lui semble acquis et irréversible, sauf à se mettre délibérément hors-jeu, l'auteur s'interroge sur les chances réelles de transformation du système dans la perspective des recompositions politiques offertes par la dernière réforme constitutionnelle de 1996. Ses réponses restent en suspens et son diagnostic sur la démocratisation demeure réservé, à l'image du monarque actuel que l'on imagine mal se résoudre à régner sans gouverner, et des partis politiques eux-mêmes qui ne sembleraient pas y être totalement acquis... Agréable à lui, cet essai qui s'appuie sur une analyse sérieuse et documentée de la vie institutionnelle et politique du Maroc actuel, développe une thèse assez largement partagée par les tenants de «l'exceptionnalisme» marocain dans sa version «Hassaniste»: un système mixte, faussement immobile, visant davantage à intégrer et récupérer qu'à diviser, totalement dominé par le roi et si étroitement associé à son autorité, son savoir-faire et son intelligence politique propres, qu'on a peine à concevoir la survie du régime au-delà du destin personnel de Hassan II. A travers sa grille de lecture d'inspiration systémique, et exclusivement concentrée sur la «boîte noire» du Makhzen, l'auteur reste quelque peu elliptique sur le rôle des autres pièces-maîtresses dans l'environnement national et international qui participent au fonctionnement du système et contribuent à sa reproduction.

Sans dénier l'importance de l'institutionnel et du politique, on aurait souhaité un recours plus soutenu à l'histoire longue, à l'économique et au social, qui auraient permis d'introduire certains paramètres tels que le rôle des conflits idéologiques et d'intérêts dans la perception des enjeux de pouvoir et la place des nouveaux acteurs dans les processus d'intermédiation entre l'État et la «société civile» voire de contestation politique «par le bas»...

Jean-Claude SANTUCCI

- KODMANI-DARWISH B. et CHARTOUNI-DUBARY M. – **Les États arabes face à la contestation islamiste**, Paris, Colin, 1997, 315 p.

Cet ouvrage collectif est le résultat d'une recherche lancée par l'IFRI et clôturée par un colloque tenu en mars 1996. S'inscrivant dans le flot des travaux consacrés à la problématique de la relation Islamisme/pouvoir, il s'en distingue par une approche originale de ce questionnement, qui porte non pas sur

l'analyse du phénomène islamiste en tant que tel mais sur l'étude, dans la perspective des acteurs étatiques eux-mêmes, de leurs stratégies à l'égard des mouvements islamistes.

Les études rassemblées viennent couronner une réflexion de trois années, conduite à la fois individuellement dans une optique monographique, et collectivement dans le cadre d'un réseau interdisciplinaire de chercheurs et de spécialistes du monde arabo-islamique.

Le concept de stratégie est entendu dans un sens large et neutre, incluant une interaction dynamique des forces en présence, et se prêtant en somme à une analyse politique.

Le cadre général de la problématique qui fédère les contributions fait l'objet d'une introduction dense et claire visant à synthétiser les lectures communément admises sur la genèse de l'islam politique et les différentes pratiques politiques suivies à travers certaines expériences par les États et les mouvements islamistes, avec leurs objectifs et leurs logiques plus ou moins implicites. B. Kodmani-Darwish rappelle à cette occasion qu'au-delà de la diversité des situations, les modes de délégitimation des régimes politiques renvoient à la crise de l'hégémonie culturelle et idéologique, et que le mouvement islamiste fonde son efficacité sur sa capacité à délégitimer le Pouvoir en reprenant à son compte des valeurs délaissées par ce dernier. Dans l'évolution qui dessine leurs relations, les stratégies à l'œuvre de part et d'autre se révèlent multiformes et chargées d'ambiguités, oscillant entre la voie légale, le recours à la violence, et la recherche du dialogue, mais sans pouvoir au total laisser croire à une réelle ouverture de la vie politique ni à un véritable essor d'une modernité politique. Dix études de cas sont développées dans cet ouvrage, Algérie, Arabie Séoudite, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Palestine, Syrie, Tunisie, Yémen, qui témoignent d'un souci de représentativité à la fois géographique – Maghreb, Le Golfe et le Proche Orient – et politique – monarchies conservatrices et régimes dits nationalistes et progressistes et d'une relative homogénéité de situation, puisqu'ils recouvrent des pays où les islamistes ne se trouvent pas au pouvoir. L'ouvrage ne prétend pas au demeurant constituer un livre de recettes déclinant des «stratégies clés en main» pour une gestion du phénomène islamiste. Son intérêt principal est de mettre à nu précisément la diversité des traitements du mouvement islamiste, d'un pays à l'autre, au-delà de certaines convergences entre les États sur la compréhension du phénomène, ou sur la finalité des stratégies qu'ils déploient.

Son objectif, auquel contribuent la qualité des auteurs et la profondeur de leurs analyses, vise à restituer dans toute sa dynamique la relation qui mobilise et interpelle les dirigeants et les sociétés qu'ils gouvernent, et de faire apparaître les logiques internes des pratiques politiques, en même temps que leurs ambiguïtés ou leurs effets pervers sous-jacents. Sans vouloir faire de l'islamisme le déterminant essentiel du changement politique, ces études soulignent au passage son rôle non négligeable de révélateur du mode de fonctionnement des pouvoirs, de leur dynamisme intrinsèque, de leur capacité d'adaptation et de renouvellement... A travers ce tableau différencié qu'il nous livre sur les relations de l'État à l'islam politique dans le paysage mouvant des sociétés arabes, cet ouvrage conforte, en quelque sorte, à l'instar d'autres travaux sur l'islamisme, la vision «localiste» d'un phénomène qui loin d'être uniforme et monolithique, ne gagne en lisibilité et en pertinence que sous l'angle spécifiquement national de sa relation à l'État.

Jean-Claude SANTUCCI

- MOHSEN-FINAN Khadija – **Sahara Occidental. Les enjeux d'un conflit régional**, Paris, CNRS-Éditions, 1997, 229 p.

Dernier témoin de la décolonisation sur le continent africain, le conflit du Sahara Occidental n'en finit pas de durer, défiant toute tentative de solution directe et faisant échec aux efforts de médiation des derniers secrétaires généraux de l'ONU.

Né en 1975 autour d'un enjeu de souveraineté territoriale opposant deux nationalismes, un nationalisme marocain défendant la légitimité de «droits historiques» et un nationalisme sahraoui fondé sur la légalité internationale du droit à l'autodétermination, ce conflit a fait l'objet de nombreuses études dont les différentes lectures ont surtout occupé le terrain du débat juridique, sans exclure la dimension militante du plaidoyer ni la tonalité idéologique sous-tendue par des conceptions opposées du droit et de l'histoire. Au fil des ans, parallèlement à l'instauration durant la décennie quatre-vingt d'une situation de guerre et suite aux réajustements stratégiques des acteurs maghrébins concernés, le champ de l'analyse s'est progressivement déplacé vers le registre des interactions entre politique nationale et politique régionale, apportant ainsi un nouvel éclairage sur la problématique du conflit et ses véritables enjeux. Sans négliger le rappel des causes premières très largement étudiées, l'ouvrage de Khadija Mohsen-Finan se situe précisément dans cette grille de lecture, en s'attachant à replacer ce conflit dans sa dimension à la fois régionale et nationale, et à l'appréhender principalement dans ses aspects fonctionnels, comme rouage et enjeu de pouvoir aussi bien dans le champ politique intermaghrébin, que dans ses liens avec les politiques intérieures du Maroc, de l'Algérie, et dans une moindre mesure de la Mauritanie. Élément structurant de l'ordre politique interne de ces trois pays, voire de la consolidation de leurs États, socle fondateur d'une revendication identitaire et d'une reconnaissance étatique pour la population sahraouie, ce conflit est revisité par l'auteur, dans une perspective diachronique qui lui permet de dégager à travers les différentes phases de son évolution les dynamiques de compétition entre les acteurs et leurs modes de gestion qui ont accompagné le traitement toujours inachevé d'un dossier à rebondissements, oscillant entre indépendance et intégration. Parmi les issues possibles d'un contentieux régional qui s'enlise dans une interminable «guerre des listes» centrée sur l'identification de la population électorale, l'auteur penche pour un règlement qui consacrerait sinon l'accord du moins une entente par nécessité entre les parties et garantissant leurs intérêts respectifs; ce compromis qui a les faveurs d'un roi soucieux de conforter sa succession, porterait sur l'intégration au Maroc du Sahara et des Sahraouis dans une régionalisation sur le modèle allemand des Länders que la réforme constitutionnelle de 1996 s'est employée entre autres objectifs à favoriser. Le Référendum dont le principe a été accepté par Hassan II dès 1981, ne viendrait qu'entériner le statut d'un territoire dont la marocanité ne saurait lui être contestée.

Cet ouvrage offre au total une synthèse utile et assez bien documentée du conflit sahraoui; la perception des stratégies d'acteurs et des enjeux politiques et idéologiques est décrite avec rigueur, analysée avec finesse mais les réflexions induites par ce type de conflit sur les problématiques du Droit international et de la Sociologie des relations internationales restent à peine esquissées. Le propos de l'auteur s'appuie sur un corpus bibliographique qui fait autorité, mais aurait gagné à exploiter davantage de sources de première main et d'entretiens du côté sahraoui notamment. Pour un ouvrage publié en 1997 on aurait aimé trouver en matière institutionnelle et économique des données un

peu plus actualisées que les résultats électoraux et les réalisations économiques dans les « provinces sahariennes » de la décennie quatre-vingt... Hormis ces réserves, on saura gré à l'auteur d'avoir utilement contribué à remettre en scène un conflit trop peu médiatisé par rapport à l'intérêt qu'il représente pour l'équilibre géo-politique du Maghreb ; là n'est pas le moindre intérêt de cet état des lieux qui vient s'inscrire dans le champ neuf de l'histoire immédiate.

Jean-Claude SANTUCCI

- BENHADDOU Ali – **Maroc : les élites du royaume. Essai sur l'organisation du pouvoir au Maroc**, Paris, L'Harmattan « Histoire et perspectives Méditerranéennes », 1997, 228 p.

L'ouvrage, tiré d'une thèse soutenue à Aix-en-Provence en 1990 met en évidence les mécanismes de reproduction des élites techniques (entrepreneurs) et technocratiques (hauts fonctionnaires) du Maroc depuis l'indépendance. Ces élites sont définies comme « les grandes familles qui depuis l'indépendance dirigent d'une main de fer les organisations stratégiques du pouvoir ». En analysant leurs comportements, matrimoniaux, face aux diplômes, aux traditions, aux autres groupes sociaux, aux associations (sportives notamment) et leurs stratégies résidentielles à Casablanca, l'auteur montre la paralysie qui touche les classes sociales en principe les plus porteuses de changement.

Grâce à des entretiens Ali Benhaddou montre que l'endogamie reste la règle dans les couches supérieures de la société marocaine. Ayant une très haute opinion d'elles-mêmes, ces élites échangent les femmes dans des stratégies matrimoniales destinées à conserver la richesse, le pouvoir, le « rang » à la famille. L'appartenance familiale compte plus que les compétences chez les riches industriels et commerçants. Chez les héritiers de la fonction publique, la compétence existe souvent, acquise au cours de hautes études à l'étranger, mais la fascination du pouvoir est telle qu'ils finissent par préférer contrôler les appareils et les activités plutôt que les transformer ou innover. Dans la pratique ces élites reviennent toujours aux techniques habituelles héritées : ils travaillent seuls, ne déléguent jamais le pouvoir et entretiennent des relations personnelles dans une perspective permanente d'autorité pour l'autodéfense.

La mainmise des technocrates est totale : ils contrôlent toutes les institutions et offrent à l'opinion publique une image d'organisation rigide économique et administrative de l'Etat sur laquelle elle n'a aucun pouvoir, et à laquelle elle n'a aucune chance d'accéder. L'auteur en déduit que cette organisation est la raison pour laquelle les masses sont devenues indifférentes, passives et résignées, le politique en étant totalement absent. Sans évoquer à aucun moment le phénomène de la royauté au Maroc, sa cour, et sa mainmise sur l'Etat et le manque de liberté d'expression, Ali Benhaddou estime que la densité des liens familiaux et le corporatisme des bourgeoisie traditionnelles sont les raisons principales pour lesquelles la base de la société marocaine manque de dynamisme économique et d'énergie. L'orientation absolue des élites vers toujours plus de richesse et de pouvoir combat la démocratie qui par la liberté, l'autonomie et la solidarité les menacerait dans leur domination.

Gaëlle GILLOT

- DAVIS TAÏEB Hannah, BEKKAR Rabia, DAVID Jean-Claude (eds) – **Espaces publics, paroles publiques au Maghreb et au Machrek**, Paris, L'Harmattan, Maison de l'Orient Méditerranéen, «Comprendre le Moyen-Orient», 1997, 253 p.

Résultat d'une table ronde organisée à Lyon en 1994, cet ouvrage collectif a pour ambition de démontrer la pertinence d'une nouvelle démarche qui «consiste à approcher le changement social et politique dans les villes du monde arabe par la confrontation des lieux et des paroles».

La parole se fait publique dans les salles de réception privées (principalement masculines), lieux de pouvoir, au moins symboliques du maître de maison qui reçoit chez lui. Lieux de sociabilité, ces salles de réception sont soumises à des normes de parole qui permettent, lorsqu'on sait en jouer, de montrer son intégration et sa place dans la hiérarchie d'un groupe social. Ces salles peuvent devenir, comme au Koweït, des lieux de débat politique où tout le monde peut s'exprimer. La parole est alors destinée au public.

Une seconde partie, consacrée au Maghreb, montre comment l'évolution du statut social des femmes pose le problème de leur visibilité, de leur accès à l'espace public et donc à la parole publique. La division sexuelle de l'espace se transforme, bousculant l'attribution traditionnelle du privé aux femmes et du public aux hommes, renégociant sans cesse les frontières et les codes sociaux. La présence des femmes dans la rue, et notamment celle des vendeuses dans les marchés fait évoluer le discours de la rue, la parole publique, sans toutefois montrer si cette remise en cause des frontières permet l'accès des femmes à la parole politique.

Dans des pays dans lesquels la parole est très largement surveillée par les gouvernements (censure de la presse, infiltration d'informateurs dans la vie quotidienne...), une troisième partie démontre le processus de formation d'une parole publique au sein de l'espace public. Face à une parole officielle issue du pouvoir central, une parole publique, politique, se forme et s'affirme souvent à l'occasion de mouvements collectifs spontanés et informels : une voix publique émergente s'exprime dans un espace non conventionnel. Il s'agit par exemple au Maroc des manifestations de masse contre la guerre du Golfe qui ont entraîné dans leur dynamique une critique à l'égard de la politique de l'État marocain, l'abandon de la prudence coutumière pour les débats sur des sujets politiques en public et surtout la revendication de la liberté d'expression.

Une approche spatiale dans l'analyse des paroles de l'imaginaire fait l'objet d'une quatrième et dernière partie. La mémoire, les contes, les histoires de village sont des paroles dites dans l'espace public. L'histoire que l'on raconte fonde la mémoire collective d'un lieu, crée et recrée la communauté, forgeant la base d'une culture commune.

Les contributions à cet ouvrage construisent une image générale de la parole : la parole s'exprime à l'intérieur et à l'extérieur. Par elle, les acteurs endosseront des identités diverses, revendiquent. De nouveaux acteurs sociaux apparaissent et s'emparent de l'expression publique qui légitime leur parole. Opposée à celle des États, la parole publique dont l'ouvrage est une étude riche et variée, est un des signes de la naissance de la société civile. Par là même, étudier les lieux dans lesquels elle apparaît permet de comprendre les conditions de son émergence.

Gaëlle GILLOT

- ÉNTELIS John P. (ed.) – **Islam, Democracy, and the state in North Africa**, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1997, 228 p. L'ouvrage rassemble neuf contributions de spécialistes américains des Middle East Studies. Il constitue un point rigoureux sur les études appliquant la problématique de la démocratisation au Maghreb. Malgré la qualité des contributions, la séparation entre approches en termes de «political economy» ou de «political culture» semble drastique, les études gagneraient à employer des approches faisant preuve de davantage de pluralisme. Le papier de John P. Entelis dans la partie «political culture» développe l'idée d'une stabilité politique par construction islamiste qui serait sérieusement mise en cause si le haut (État), ou le bas («radicaux») venait à attaquer la base des «modérés». Cependant la typologie des islamistes qu'il propose butte sur les «paradoxes de Roussillon» (Roussillon 1990 : 48). En effet sa typologie n'offre pas les moyens d'expliquer l'appartenance ou le passage d'une catégorie à une autre. Le chapitre rédigé par John Waterbury porte sur la notion de «contrat d'extraction». Waterbury discute l'adage «pas de taxation sans représentation», concluant, sans rejeter complètement la relation entre niveau et formes de taxation et responsabilité accrue des détenteurs du pouvoir, à sa faible plausibilité. Il préfère se tourner vers les négociations entre détenteurs de capitaux et gouvernants, qui sans promouvoir la responsabilité démocratique, pourraient renforcer les habitudes d'interaction entre gouvernants et citoyens et mener à une transition vers la démocratie. Le défi majeur auquel les régimes auront à faire face est la transition de contrats sociaux à des «contrats d'extraction» dans le cadre desquels les États devraient concéder davantage de responsabilité alors que le fardeau du sous-développement serait supporté plus directement par les citoyens.

Frédéric VAIREL

- LAROUI Abdallah – **Islamisme, modernisme, libéralisme**, Casablanca, éd. Centre culturel arabe, 1997, 239 p.

Constatant le retard socio-économique et historique que le monde arabo-musulman accuse, l'auteur livre une analyse critique des discours et déterminants, avant de proposer les moyens d'une réinsertion à la pointe de l'histoire et du progrès dans le cadre de la modernité libérale.

L'introduction et l'annexe dévoilent la logique propre à l'auteur et à l'ouvrage dont l'objectif est de livrer une réflexion autour de l'accord sur le but à atteindre – le progrès – et du désaccord sur les moyens. A. Laroui évoque le parcours intellectuel et les aspirations déçues de sa génération, issue de l'indépendance. Proche d'Ibn Khaldoun par sa conception universelle de l'Histoire, son optimisme l'éloigne pourtant du fatalisme de l'auteur de la «Muqaddima».

Les deux premiers chapitres posent le cadre de sa réflexion sur la modernité, désignant surtout une idéologie et une volonté. La prise de conscience par les acteurs de leur historicité renvoyant plus au processus de la modernisation. L'auteur analyse ensuite les conditions de la constitution de l'esprit moderniste et de son rival anti-moderniste, partageant tous deux la volonté de réforme. Enfin, il montre en quoi le modernisme s'oppose tant à la défense vainue de «l'identité culturelle» qu'au traditionalisme.

A. Laroui reconnaît comme un handicap le vide théorique de la pensée arabe concernant la guerre, la sociologie politique et l'État. Dans les chapitres III, IV et VI, il tente de remédier à ces lacunes. D'une part, il reprend la pensée polémologique de Clausewitz ainsi que la lecture qu'en fit R. Aron et met en exergue le dualisme fondamental de l'œuvre du Prussien qu'a pu délaisser ce

dernier. A. Laroui semble critiquer le refus contemporain par les pays arabes d'une appréhension rationnelle du conflit. Alors que « la connaissance de la guerre implique celle de la paix ». D'autre part, il ébauche une typologie de l'État arabe et plaide pour une conception instrumentale et modeste de celui-ci, ce qui le légitimerait et permettrait le pluralisme politique dans une « société sociologiquement hétérogène et politiquement désunie » qu'il faudrait « fluidifier ». Ce qui actualise le problème de la laïcité. Partant d'une analyse marxiste, il la dépasse pour arriver au libéralisme, comme idéologie et comme réalité, et en fait le passage obligé de la compréhension de l'accès à la modernité.

Le chapitre VII nous livre une réflexion parallèle sur la question de la laïcité, débouchant sur l'anthropologie. S'interroger sur le croisement des champs politique et religieux n'a de sens pour A. Laroui que dans le cadre spécifique de chaque culture nationale, rendant vaine toute comparaison. Reprenant J. Burckhardt, il recherche la valeur structurante dominante d'une société, dont le choix se situe entre la religion, l'État et la culture et distingue différents plans de rencontre non assimilables entre religion et politique.

La domination occidentale est critiquée dans ses pratiques et représentations au sein des chapitres V et VIII : dans le premier il met à nu l'idéologie colonisatrice du XIX<sup>e</sup> siècle sous-jacente au discours universaliste et humaniste et dénonce la violence du « libéralisme radical » et de son descendant social-démocrate. Le deuxième reprend la critique islamiste envers un Occident qui schématisse et englobe le monde islamique en une entité cohérente et incapable d'évoluer. Il n'en critique pas moins la vision islamique d'un monde musulman universel, et dont le projet se limiterait en une opposition irrationnelle à l'Occident. Se pose de plus la question de la difficile identification par l'Islam d'une aire atomisée.

Le dernier chapitre dénonce précisément la stérilité actuelle de la recherche et de l'université. La thèse de l'auteur repose sur le double postulat que le développement consiste en la multiplication des biens matériels de consommation et que la recherche scientifique qui sous-tend le développement doit s'appliquer à « dévoiler les mécanismes de la nature ». L'université, à tort éducatrice et gardienne du patrimoine, gagnerait à se réorienter et à s'ouvrir vers « la pratique et l'objectif » dans le cadre d'une « révolution culturelle ».

La grande constante dans la riche pensée de Laroui est son réalisme souvent invoqué, au service d'une analyse lucide du passé et du présent, tournée vers un avenir meilleur construit par l'Homme.

Vincent ROMANI

### Ouvrages en langue arabe

- AMIN Samir, GHALIOUN Burhan – **Dialogue entre l'État et la religion**, Cazablanca, éd. al Markaz al Thaqafi al Arabi, 1996, 191 p.

Dans cet ouvrage nous décelons trois sujets principaux de débat. Le premier porte sur les rapports entre la religion et l'État, le deuxième sur l'Islam et les mouvements islamistes et le troisième sur l'analyse de la crise et les stratégies fiables afin de se débarrasser de cette crise. Samir Amin commence par une critique de la théorie sur la religion et l'État adoptée par Burhan Ghalioun. Il qualifie d'idéaliste la réflexion de Ghalioun qui privilégie les civilisations des peuples issus des religions monothéistes. Pour appuyer sa critique, Amin prend

comme exemple la civilisation chinoise qui s'est développée sans une religion monothéiste et qu'il compare à la stagnation qu'avait connue l'Orient musulman et l'Occident chrétien avant l'époque moderne. Dans le débat qui les oppose au plan méthodologique, Amin fait prévaloir le critère de l'idéologie (capitalisme, démocratie...) sur celui de la religion (Islam, Christianisme...) que Ghalioun adopte afin d'expliquer les mécanismes des lois de la société moderne. Cependant, Ghalioun considère que sa théorie est fondée sur l'absence d'un conflit entre la religion et l'État avant l'apparition des religions monothéistes. Il essaye de trouver les conditions historiques, matérielles et morales qui expliquent l'apparition des doctrines et son influence sur la voie de la transformation sociale générale. L'importance de toutes les religions ne prend pas sa dimension sans les mutations qu'elles infligent ou qu'elles participent à l'infliger. Donc, il refuse la comparaison et il adopte l'analyse historique comparative.

Afin d'expliquer la montée des mouvements islamistes, les deux auteurs ont des approches différentes. Ghalioun constate que les raisons de ce phénomène renvoient à trois caractéristiques des pouvoirs politiques dans les pays musulmans : La dépendance de l'Occident, la laïcité et l'absence de la démocratie. En revanche, Samir Amin trouve que cette explication est semblable à celle développée par les mouvements islamistes. Il constate que la crise des sociétés musulmanes ne réside pas dans la question de l'identité mais qu'elle est le produit direct des lois de l'expansion capitaliste à l'échelle mondiale qui gagne ces régions et tend à les marginaliser. Cette réflexion sème le doute chez Ghalioun qui met l'accent sur un soutien passif aux régimes en place afin d'échapper au piège d'un pouvoir islamiste. Il propose pour effacer la méfiance, d'organiser un dialogue qui cherche à comprendre les données et les raisons pour lesquelles ces mouvements ont pu apparaître et s'amplifier. Ignorer et réprimer ces mouvements amèneraient plutôt à les consolider, et donc, à favoriser leur victoire. En revanche, Amin s'oppose à toute forme de dialogue qui ne serait qu'un outil tactique utilisé par ces mouvements afin d'acquérir le pouvoir. Il insiste sur les analyses économiques tout en s'appuyant sur les expériences de l'histoire afin de démontrer la stagnation de la pensée musulmane et le danger du retour au *salaf*.

Répliquant à cette critique, Ghalioun constate que l'avènement de l'Islam était une révolution dans la pensée et non dans la politique et l'organisation. Cette pensée est ouverte à la critique comme ce fut le cas dans la fin du XIX<sup>e</sup> siècle avec les réformateurs musulmans. Dès lors, les mouvements politiques dans l'Islam sont des mouvements d'opposition qui luttent pour partager le pouvoir, distribuer les ressources et pour impulser des politiques culturelles sur des bases identitaires. Ces mouvements d'opposition utilisent l'Islam afin d'augmenter la légitimité de leur combat politique et social. Le dialogue exigé ne doit pas se dérouler entre ces mouvements et les pouvoirs, mais entre eux et les forces sociales et civiles. L'objectif du dialogue doit moins concerner l'alliance avec le pouvoir que viser à son propre enrichissement intellectuel.

Dans le débat sur la crise de la gauche arabe, les analyses des deux auteurs divergent. Pour Amin, elle tient d'une part à l'absence d'autocritique et à la confiance accordée au projet soviétique et d'autre part, à la répression pratiquée par les systèmes bourgeois, nationaux et populistes comme ce fut le cas pendant l'époque de Nasser en Égypte. Amin signale cinq points représentatifs du rôle exercé par l'extérieur dans l'avènement de cette crise : le monopole de la technologie, de la finance, des ressources naturelles, des moyens de l'information et celui de la machine militaire. Afin de franchir le présent et de le développer, il faut critiquer le capitalisme sous un angle futuriste. Par contre,

la position de l'Islam politique lui paraît néfaste car elle associe le libéralisme économique avec le particularisme culturel. Cette assimilation prive la société arabe des atouts de la société capitaliste pour ne garder que le côté négatif de cette dernière. Face à cette analyse, Ghalioun critique le discours contemporain de la gauche en le considérant comme utopique. Il constate un mouvement de reconstruction dans le Nord et un autre d'autodestruction dans le Sud. La gauche arabe met l'accent sur le refus de l'intégrisme en ajournant l'affrontement avec le pouvoir en place, et parfois en s'alignant à celui-ci. Pour s'ériger en force politique et se réaliser la paix sociale, elle doit s'ouvrir aux opinions de l'autre et à ses positions en respectant leurs intérêts vitaux. Dès lors, la démocratie est une des conditions principales à la réalisation d'un tel projet qui lui-même doit faire partie d'une transformation démocratique universelle à l'échelle des relations internationales.

Salam KAWAKIBI

• DARDOUR Abdoul Baset – **La violence politique en Algérie et la crise de la transformation démocratique**, Le Caire, éd. Dar al Amin, 1996, 155 p.

Une étude qui tente de décrire la crise algérienne afin de comprendre le phénomène de la violence. Cette démarche met en avant le conflit qui oppose la politique assimilationniste de la colonisation française à l'égard d'une population qui faisait recours à l'Islam pour s'identifier. Suite à l'indépendance, le pouvoir continue à appliquer les mêmes méthodes en encourageant les langues française et berbère et en réprimant la culture arabe et les représentants de l'Islam non-officiel. Dès lors, le conflit se concrétise entre partisans de la culture occidentale formés par la France d'une part, et d'autre part les arabisants qui défendent la particularité de la culture algérienne et son appartenance à une culture arabo-musulmane. Ainsi, la crise dans laquelle le régime politique se trouve, n'est pas étrangère aux questions identitaire et culturelle. La crise économique est également présentée comme un facteur important, notamment après l'évaporation des mirages de la prospérité longuement imaginés sous le régime de Houari Boumediène. Avec la corruption, l'explosion démographique et la propagation du chômage, le citoyen algérien se trouve forcé de choisir entre l'émigration, la délinquance ou les mouvances islamistes.

Dans une deuxième partie, l'auteur décrit les acteurs principaux de la violence algérienne : le pouvoir et les mouvements de l'islam politique. Un pouvoir fondé essentiellement sur le soutien de l'appareil militaire qui se voit affaibli sous la présidence de Ben Jidid et notamment pendant les événements de 1988. Dès lors, les militaires s'imposent sur la scène politique et font appel à Bou Djaaf pour donner une légitimité historique à l'État qu'ils instaurent. Son assassinat marquera leur retour au pouvoir à travers une opération de réactivation de l'alliance politico-militaire qui craignait la domination de l'élément civil. En face de ce pouvoir, il y a un mouvement politique islamiste qui trouve ses racines dans la guerre de libération et qui, depuis l'indépendance, s'affronte aux autorités en essayant de mobiliser les universités et en lançant des opérations militaires limitées. Mais les événements de 1988 marquent le début du Front Islamique pour le Salut (FIS), dont l'auteur expose les idées et la biographie de deux de ses chefs, Abbasi Madani et Ali Belhaj. En distinguant entre l'extrémisme de Belhaj et la modération de Madani, l'auteur suit le développement et l'ascension du Front en déclinant les responsabilités respectives des belligérants. Après l'avortement de l'expérience démocratique qui ouvre la porte à la confrontation armée, plusieurs tendances émergent dans la mouvance islamique, plus ou moins extrémistes. L'auteur conclut son étude en insistant sur la

responsabilité commune du pouvoir et des mouvements islamiques dans la terreur que l'Algérie connaît. Une terreur qui ne s'arrêtera pas sans des réformes fondamentales de la machine étatique.

Salam KAWAKIBI

- IBRAHIMI Ahmad Taleb – *al Mou'dila al Jaza'irya, al 'azma wa al hal* (le marasme algérien, la crise et la solution), Damas – Beyrouth, Dar 'Atya, 1996, 152 p.

Dans un recueil de discours et d'entretiens et afin d'expliquer la crise algérienne, l'auteur s'adresse aux lecteurs du Machrek en soulignant leur manque d'informations sur le sujet. Un des proches du président Haouari Boumediéne, fils d'une grande personnalité religieuse dans l'histoire contemporaine de l'Algérie, militant au sein de la révolution algérienne et du FLN, et plusieurs fois ministre, Ibrahim s'inquiète de l'absence de dialogue entre les forces politiques et de l'émergence d'une classe arriviste qui a participé à l'écrasement du courant national avec les événements de 1988 et l'avènement du mouvement islamique lors des élections de 1990. En appelant à la libération des détenus politiques du FIS, A.T. Ibrahim analyse les raisons pour lesquelles il y a eu cette crise en tentant de préconiser des issues de secours. Le livre aborde la question de l'arabité de l'Algérie qui est « entièrement berbère mais arabisé par l'islam ». Donc, l'Algérie actuelle est un pays arabe, ainsi que le patrimoine berbère est une propriété collective que tous les Algériens doivent conserver. La seule solution pour sauver l'Algérie réside dans la recherche et la pratique du dialogue que l'auteur met en priorité.

Salam KAWAKIBI

## MAGHREB – MONDE ARABE – MÉDITERRANÉE

### ISLAM POLITIQUE

- AHMAD Mumtaz, ZARTMAN Ira William – Political islam : can it become a loyal opposition ?, *Middle East Policy*, (1), p. 68-84.
- BEININ Joël, STORK Joe (eds.) – **Political Islam : essays from Middle East report**, Berkeley, CA : University of California Press, 1997, 395 p.
- BESSIS Juliette – **Maghreb, la traversée du siècle**, Paris, L'Harmattan, 1997, 540 p.  
L'auteur essaye de répondre à une question qui tend à devenir récurrente dans de nombreux ouvrages traitant du Maghreb : Comment l'islamisme a-t-il pu au Maghreb devenir ce qu'il est aujourd'hui ? Afin d'assurer la réponse, elle retrace le passé en s'attardant sur un Maghreb maraboutique et sur un Maghreb nationaliste avec un amalgame qu'elle constate dans l'action des États post-coloniaux qui n'ont cessé de confondre politique et religion. La spécificité de cette région est d'après l'auteur, celle d'une terre historique de l'acculturation, des mélanges, de l'échange et du syncrétisme. (S.K. D'après *Qantara*, n° 23, 1997).
- BLANC François-Paul (ed.) – **Les islamisations réel et imaginaire, IX<sup>e</sup> réunion des chercheurs sur le monde arabe et musulman**, Camille

Lacoste-Dujardin (préf.), Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 1997, 468 p.

Cet ouvrage constitue la reproduction intégrale aussi bien des textes de synthèse d'ateliers que des communications individuelles issues de la neuvième rencontre des chercheurs sur le monde arabe et musulman qui s'est tenue à Perpignan les 7 et 8 juillet 1995. On y trouve des analyses sur les phases successives de l'islamisation, ses modalités d'action, ses vecteurs de diffusion, les changements induits dans l'ordre politique et social ainsi que des études sur la crise de l'islam, de la désislamisation ou réislamisation, sur l'islam et la modernité, le commerce, les confréries, les conséquences sur les modes de parenté et autres faits de société, la quête de la solidarité dans la *Oumma*, à travers les États et les mouvements ou sociaux, intellectuels ou politiques.

– BOTIVEAU Bernard, CESARI Jocelyne – **Géopolitique des islam**s, Paris, éd. Economica, 1997, 110 p.

Un ouvrage de vulgarisation qui sort dans une période où les amalgames et les ambiguïtés s'accumulent sur l'islam notamment en Europe. De l'Arabie jusqu'au Pakistan, les auteurs décortiquent les «pôles d'influence traditionnels» de l'islam ainsi que ses «pôles d'influence concurrentiels». Le livre s'attarde cependant sur les lieux des conflits et des affrontements politiques parfois, mais souvent violents. Ce travail, qui s'adresse à un grand public, met l'accent sur la présence de l'islam en Europe et aux États-Unis, en tentant de défaire «la perception réductrice» de l'islam en Occident afin de repousser le mythe d'une «guerre des civilisations». (S.K.).

– BOUZID Samir – **Mythes, utopie et messianisme dans le discours politique arabe moderne et contemporain**, Paris, L'Harmattan, 1997, 297 p.

– CHERIGUI Hayète – **La politique méditerranéenne de la France : entre diplomatie collective et leadership**, Paris, L'Harmattan, 1997, 286 p.

– DAOUD Zakya – **Féminisme et politique au Maghreb : sept décennies de lutte**, Paris, éd. Eddif, 1997, 376 p.

– DAVIS TAÏEB Hannah, BEKKAR Rabia, DAVID Jean-Claude (eds) – **Espaces publics, Paroles publiques au Maghreb et au Machrek**, Paris, L'Harmattan, Maison de l'Orient Méditerranéen, «Comprendre le Moyen-Orient», 1997, 253 p.

(Analyse *supra*).

– DEL VALLE Alexandre – **Islamisme et États-Unis. Une alliance contre l'Europe**. Lausanne, l'Age d'Homme, 1997, 327 p.

Cet ouvrage volontairement provocant, préfacé par le général Gallois, traite des convergences d'intérêts entre les pays islamiques et les États-Unis. Devenus unique puissance mondiale, ces derniers organisent leur politique étrangère autour de deux impératifs : développer leur emprise économique mondiale afin d'asseoir durablement leur hégémonie, et prévenir tout risque de conflits pouvant à moyen terme menacer leur rang à la tête des nations. A cette fin, les États-Unis se doivent d'assurer un contrôle effectif des principales ressources énergétiques. Un rapprochement avec les pays de l'Islam apparaît dès lors nécessaire. En effet, ces derniers représenteront dans un proche avenir un marché économique de près d'un milliard de consommateurs. Ils détiennent par

ailleurs plus de 75 % des réserves énergétiques mondiales. Enfin, Alexandre Del Valle observe qu'un faisceau de convergences rapproche « idéologiquement » l'Islam des États-Unis, le premier comme les seconds souscrivant à la consommation des biens terrestres, au commerce et à l'enrichissement qu'il procure (à l'inverse du christianisme). De là, naît selon l'auteur une alliance politique desservant en tout premier lieu les intérêts des nations européennes engagées contre la montée de l'intégrisme islamique. (Alexis BAUTZMANN VON RABENAU).

- EL MACHAT Samya – **Les États-Unis et le Maroc, le choix stratégique 1945-1959**, Charles-Robert Ageron (préf.), Paris, L'Harmattan, 1997, 222 p.
- EL MACHAT Samya – **Les États-Unis et la Tunisie : de l'ambiguïté à l'entente 1945-1959**, Charles-Robert Ageron (préf.), Paris, L'Harmattan, 1997, 214 p.
- EL MACHAT Samya – **Les États-Unis et l'Algérie : de la méconnaissance à la reconnaissance 1945-1962**, Paris, L'Harmattan, 1997, 248 p.  
Trois ouvrages qui analysent les positions des gouvernements américains et français dans les trois pays du Maghreb, ainsi que celles des acteurs locaux et internationaux. Le travail est réalisé en s'appuyant sur une quantité importante de documents d'archives maghrébines, françaises et américaines. L'auteur met l'accent sur la détermination des Etats-Unis à vouloir préserver et consolider leur leadership mondial. L'implication des Américains dans les affaires d'Afrique du Nord n'est pas sans susciter un conflit d'intérêts franco-américain. (S.K.).
- ENTELIS John P. (ed.) – **Islam, Democracy, and the state in North Africa**, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1997, 228 p. (Analyse *supra*).
- ERHEL Catherine, DE LA BAUME Renaud – **Le procès d'un réseau islamiste, 9-13 décembre 1996**, Paris, Albin Michel, 1997, 169 p.  
Textes réunis sur le procès des jeunes français d'origine maghrébine impliqués dans l'attentat de Marrakech le 24 août 1994.
- ESPOSITO John L. (ed.) Political Islam : **Revolution, Radicalism, or Reform?** Cairo, American University, Boulder, CO : Lynne Rienner Publishers, 1997, 281 p.  
Le livre relate le développement accéléré des mouvements politiques islamistes dans le monde arabe et le Moyen-Orient qu'il distingue en trois tendances. Un mouvement qui pratique l'opposition « illégitime » comme en Algérie et dans les pays du Golfe en faisant recours à des méthodes d'action radicales et violentes. Un deuxième mouvement dans cette typologie qui participe à l'activité politique comme au Pakistan, ou même, qui est au pouvoir comme en Iran. A côté de ces deux mouvements il y a l'islamisme transnational qui s'exprime par l'engagement dans des causes plus larges comme dans le conflit arabo-israélien et l'Afghanistan. (S.K.).
- FAKSH Mahmoud A. – **The future of Islam in the Middle East : Fundamentalism in Egypt, Algeria and Saudi Arabia**, Westport, Praeger Publishers, 1997, 152 p.

– FILALI – ANSARY Abdou – **L'Islam est-il hostile à la laïcité?** Casablanca, éd. Le Fennec, 1997, 157 p.

L'objet de cet ouvrage vise à faire connaître un visage de l'islam contemporain qui est méconnu du grand public occidental. Il s'agit d'un groupe d'intellectuels qui, depuis l'effondrement de l'Empire Ottoman en 1924, ont tenté de retrouver le sens premier de la religion musulmane et de dégager les valeurs immanentes de l'Islam, indépendamment des variations historiques du concept socio-politique.

La première des questions qui se pose alors est de savoir si l'islam contient en lui-même un système politique, comme cela a été défendu traditionnellement et encore actuellement par certains courants de pensée. Ainsi, et à l'appui de la thèse de Ali Abderrazeq dans son ouvrage controversé (*L'Islam et les fondements du pouvoir*), l'auteur affirme qu'il n'y a aucun commandement dans le Coran ou le Hadith qui détermine la création d'un régime politique. Le but du Prophète Muhammad était la création d'une communauté religieuse, et non la création d'un État. Le problème naît précisément dès lors que l'on confond l'essence de l'islam avec ses réalisations historiques, et que l'on prend l'œuvre de l'homme pour un dogme.

Dans son chapitre final, l'auteur présente sommairement la pensée d'autres intellectuels à propos de la relation et du débat entre islam et laïcité en distinguant ceux qui pensent que l'islam n'a pas besoin de la laïcité et, ceux qui pensent que l'islam est hostile à la laïcité. Il conclut sur une position qu'il partage, selon laquelle l'islam est compatible avec la laïcité, soutenant même que cette dernière serait un cadre pour vivre un islam sincère susceptible de fournir «des formulations modernes et les outils éprouvés qui permettent de réaliser les aspirations ou finalités que la religion s'est assignées». (Almudena RUIZ).

– FMES, GCEM – **Méditerranée. Les constantes géostratégiques tirées des grands conflits en Méditerranée**, Toulon, Publisud, 1997, 233 p.

Issues du huitième colloque du Groupe des écoles du commissariat de la marine, les sept communications que cet ouvrage réunit, chacune de grande qualité, tentent de dresser les contours d'une histoire stratégique et géopolitique de la Méditerranée, de l'Antiquité à nos jours. La rupture de l'équilibre bipolaire né de la guerre froide – période durant laquelle la Méditerranée demeura figée – fait resurgir d'anciennes problématiques, telle la confrontation entre l'Islam et l'Occident chrétien au travers de la montée du fondamentalisme islamique, ou encore l'émergence d'aspirations identitaires. L'apparition de nouveaux acteurs, au premier rang desquels apparaît l'Union européenne, et la volonté américaine de contrôler cet «espace incertain», sinon politiquement et économiquement, du moins militairement grâce à sa VI<sup>e</sup> flotte stationnée en Méditerranée, dessinent en toile de fond un cadre géostratégique aux contours encore flous, que la lecture de cet ouvrage d'une grande rigueur d'analyse permettra cependant de préciser. (Alexis BAUTZMANN VON RABENAU).

– GHADBIAN Najib – **Democratization and the Islamist Challenge in the Arab World**, Colorado, Westview Press, 1997, 186 p.

– GHALIOUN Burhan, **Islam et politique, la modernité trahie**, Paris, La Découverte, 1997, 250 p.

La politique dans les pays musulmans est tiraillée entre deux angoisses : celle de l'exclusion de l'histoire moderne et celle de la renonciation à la religion, à

l'identité et aux références culturelles. Les sociétés islamiques souffrent de désarroi sans parvenir pour autant à développer, à l'encontre de la pratique politique et religieuse, un examen objectif et critique. C'est pourtant un passage obligé. (d'après *Maghreb Machrek*, n° 157).

- GILBRAITH Martin – Civil society, the promise and peril of democratisation and prospects for the Arab world, *Representation*, (3/4), 1997, p. 166-172.
- HENRY Clément M. – **The Mediterranean Debt Crescent : Money and Power in Algeria, Egypt, Morocco, Tunisia, and Turkey**, Cairo, American University in Cairo Press, 1997, 335 p.  
Une étude qui croise les approches politique et économique sur le développement des pays du sud de la Méditerranée. Le livre souligne le rôle important des dettes extérieures qui encombrent le développement de ces pays et leur impose une politique de restructuration élargie. Dès lors, la relation entre l'économie et la politique est mise en avant de la scène, et afin d'approfondir cette réflexion, l'auteur étudie la situation dans cinq pays du sud méditerranéen dont l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, l'Égypte, la Tunisie et la Turquie. C'est autour de la relation entre l'argent et le pouvoir politique que l'auteur concentre son étude, en essayant de l'ériger en élément crucial dans la composition de l'avenir de ces pays. Le livre souligne l'influence des hommes d'affaires et des islamistes dans les changements politiques qui se préparent grâce à l'amplification de leur pouvoir au sein des États. (S.K.).
- HOGGA Mustapha – **Pensée et devenir du monde arabo-islamique, valeurs et puissance**, Paris, L'Harmattan, 1997, 253 p.
- KHADER Bichara – État, société civile et démocratie dans le monde arabo-musulman, *Les cahiers du Monde Arabe*, (134), CERMAC, 1997, 31 p.
- KODMANI-DARWISH B. et CHARTOUNI-DUBARY M. – **Les États arabes face à la contestation islamiste**, Paris, Colin, 1997, 315 p.  
(Analyse supra).
- LAMCHICHI Abderrahim – Islamisme et violence politique, *Confluences Méditerranée*, (20), hiver 1996 – 1997, p. 21-32.  
A. Lamchichi fait la sociologie des mouvements islamistes afin d'expliquer la violence qui marque les deux dernières décennies. Pour l'auteur, l'islam politique « modéré » qui inspire les stratégies pragmatiques de certains groupes comme al Refah en Turquie, al Nahda en Tunisie et les Frères Musulmans en Égypte n'empêche pas l'émergence des fractions utilisant la violence pour arriver à leurs fins. S'agissant de la violence qui commence au début des années quatre-vingt et s'amplifie dans les années quatre-vingt-dix, l'auteur en donne des exemples sans bien faire la nuance entre la nature de chacun de ces mouvements qui pratiquent la violence. (Ex. GIA et Hozballah libanais). Il met l'accent sur le facteur du recrutement dans le processus du passage de chaque groupe à la violence. Ainsi, il distingue entre deux formes de terrorisme, le premier qui est instrumentalisé par certains États et le second « plus diffus, plus mondialisé qui échappe à un contrôle étatique ou partisan ». Des observations intéressantes tant par ses apports au débat que par le caractère contestable de certains de ses arguments développés et ses exemples. (S.K.).
- Les relations euro-marocaines, *Euromag*, (20), 1997, p. 6-157.

– Les rapports entre l'Union du Maghreb arabe et l'Union européenne, *Revue franco-maghrebine de droit*, (5), 1997, p. 1-255.

– Le divisioni dell'islam, *Limes (Roma)*, (1), 1997, 187 p.

Un numéro spécial qui retrace les problèmes du monde arabo-musulman à partir du conflit arabo-israélien. Il étudie les cas de l'Égypte qui cherche à devenir la plaque tournante dans la région. Et celui de la Turquie et de son rôle dans la région après la chute de l'URSS. Il se penche sur la politique syrienne renforcée avec l'ascension de la droite au pouvoir en Israël. L'Iran et ses relations avec ses voisins et l'Occident suite aux changements politiques. Pour conclure, et par le biais de la place des chrétiens, on souligne l'importance croissante des intérêts de l'Italie au Moyen-Orient. (S.K.).

– La France et le monde arabe. Au-delà des fantasmes, *Confluences Méditerranée*, (22), L'Harmattan, été 1997, 184 p.

Le dossier préparé par Abderrahim Lamchichi et Jean-Christophe Ploquin est composé de nombreux articles courts et précis sur les rapports entre la France et la monde arabe. La « politique arabe de la France » est analysée selon diverses perspectives : historique, économique, énergétique, européenne, et dans une seconde partie plus courte, à travers sa perception au Maghreb.

La politique arabe de la France est héritière de l'époque où, avec le général de Gaulle, la France se voulait indépendante et sensible aux intérêts des pays arabes. Depuis l'élection de Jacques Chirac à la présidence française, on parle de la « nouvelle politique arabe de la France ». Son but plus ou moins explicite est la tentative, par une projection de la « grandeur de la France » sur l'espace arabe, d'ancrer à nouveau sa présence face aux États-Unis.

En réalité, la France n'a plus les moyens d'agir seule et de s'affirmer, notamment au Proche-Orient. La Méditerranée est vécue davantage comme une frontière que comme un espace commun, et les relations sont soumises à l'ordre économique, le marché étant dominé par les grandes firmes pétrolières transnationales.

La France, qui se veut distincte de l'Europe en raison des relations héritées de son histoire et d'une proximité avec les acteurs et le terrain, sera tôt ou tard obligée de s'aligner sur une politique commune avec l'Union européenne dont elle se veut aussi un des leaders. Vues d'Europe, les relations spéciales entre la France et le monde arabe sont au mieux accessoires face aux logiques commerciales.

Quant aux attentes des populations du Maghreb à l'égard de la France elles sont importantes et centrées sur une aide pour résoudre leurs problèmes (terrorisme, autoritarisme des États, manque d'investissements dans des domaines autres que les hydrocarbures...). Elles espèrent pouvoir un jour être considérées comme de véritables partenaires pour des échanges équitables et mieux équilibrés.

Au-delà des fantasmes, des lieux communs et des idées arrêtées, ce dossier dresse un panorama bien documenté des relations réelles entre la France et les pays du monde arabe, relations qui ne pourront manquer de s'élargir à toute l'Union Européenne. (Gaëlle GILLOT).

– LACOMBA Joan – **Sociedad y política en el Magreb, emergencia de los movimientos islamistas**, Madrid, Los libros de la Catarata, 1997, 172 p.

Synthèse des recherches sur les mouvements islamistes maghrébins. Approche globale aux plans socio-politique et politico-religieux avec une étude de cas par pays. (A.R.).

- LAROUI Abdallah – **Islamisme, modernisme, libéralisme**, Casablanca, éd. Centre culturel arabe, 1997, 239 p.  
(Analyse *supra*).

- LOCQUIN Jacques – **L'intégrisme islamique mythe ou réalité?** Paris, L'Harmattan, 1997, 190 p.

Un journaliste qui essaye de donner des réponses catégoriques à des questions posées par lui-même sur l'islam et les islamistes. L'ouvrage tente, d'après son auteur, de suivre l'évolution de la politique intérieure des États musulmans et de diagnostiquer les raisons du malaise que suscitent les violences imputées à l'islam. Il procède dans l'introduction à ce qu'il qualifie lui-même de courte incursion dans la théologie de l'islam. Dans la première partie, l'ouvrage reprend des grands thèmes comme les droits de l'homme et la situation de la femme afin de positionner l'islam par rapport à la modernité. Ainsi, J. Locquin fait appel à l'histoire depuis la fin du dernier Calife pour comprendre les gênes de l'intégrisme. Une deuxième partie est consacrée à l'histoire politique ainsi qu'à la place de l'intégrisme et de l'islam en Algérie. En conclusion, et toujours sur le mode des affirmations approximatives, l'auteur observe la place de l'islam en France ainsi que le développement de l'intégrisme qui selon lui a peu de chance de générer du terrorisme. (S.K.).

- MAHIOU Ahmed (dir.) – **L'État de droit dans le monde arabe**, Paris, CNRS Editions, coll. Études de l'Annuaire de l'Afrique du Nord, 1997, 402 p.  
(Analyse Jean-Philippe Bras, *in* rubrique *Droit et Institutions*).

- MOATASSIME, Ahmed – **Pour une culture de liberté : une contribution à la transition démocratique du Maghreb**, Imprimerie Impériale, Rabat 1997, 135 p.

Avec cet essai l'auteur met l'accent sur la similitude entre la culture arabo-musulmane et la culture franco-occidentale. Ces deux cultures, hormis des différences liées aux évolutions historiques, partagent la même notion de liberté. Dans la première et la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur traite des concepts et des pratiques de la liberté en usage dans chacune de deux cultures mentionnées. Il termine par une interrogation sur la possibilité de produire une culture de liberté à caractère universel après avoir constaté qu'au delà du partage des valeurs les deux cultures souffraient d'un handicap, le décalage qui existe entre la théorie et la pratique. (A.R.).

- MONTAVEZ Pedro Martinez – **El reto del islam, la larga crisis del mundo arabe contemporaneo**, Madrid, éd. Temas de hoy, 1997, 155 p.

Une réflexion faite sur l'état du monde arabo-islamique depuis un siècle et demi : une conscience de crise globale qui stimule des projets afin de faire face au défi de la modernisation, de la définition de l'identité et de l'altérité. A partir d'une large connaissance du patrimoine culturel arabe et musulman et de ses penseurs contemporains, l'ouvrage se veut une porte ouverte pour dépasser les préjugés médiatiques et il dénonce ainsi la responsabilité occidentale dans la crise que traverse la région. (A.R.).

- REIFFERS Jean-Louis (ed.) – **La Méditerranée aux portes de l'an 2000**, Paris, éd. Économica, 1997, 395 p.

- SALVATORE Armando – **Islam and the Political Discourse of Modernity**, Berkshir, Ithaca Press in Lebanon, 1997, 283 p.

- SFEIR Antoine – **Les réseaux d'Allah, les filières islamistes en France et en Europe**, Paris, Plon, 1997, 263 p.

Malgré une bibliographie très correctement documentée pour un ouvrage de ce type, l'auteur ne parvient pas à s'abstraire de la vision largement réductrice de l'islamisme qu'il reproche aux journalistes et aux hommes politiques d'adopter. Trop souvent des notions comme « manipulation » ou « influence » sont l'occasion d'usages aussi incontrôlés qu'incontrôlables. L'auteur ne parvient pas à hiérarchiser ses sources : travaux de spécialistes, propos d'acteurs, articles journalistiques ou rumeurs... D'où le manque de nuance des analyses et l'emploi du registre de la dénonciation à l'égard de l'islamisme. En définitive l'ouvrage participe de cela même qu'il tentait de combattre : la diabolisation et l'essentialisation de l'islam politique, transformé en ennemi de l'Occident. La thèse d'un complot islamiste qui tenterait d'« infiltrer » les sociétés européennes pour y semer la violence est ici reprise, sous une forme à peine plus élaborée que dans les travaux de la vulgate culturaliste façon S.Huntington. (Frédéric VAIREL).

- SHAHIN Emad Eldin – **Political ascent, Contemporary Islamic movements in North Africa**, Colorado, Wesrview Press, 1997, 275 p.

E.E. Shahin, professeur assistant à l'université d'Al Akhawayn à Ifrane réalise une description comparative des mouvements islamistes en Algérie, au Maroc, et en Tunisie. Il en retrace l'évolution depuis leurs origines respectives, en mettant l'accent sur la nature de leurs dynamiques. L'émergence de ces mouvements et leur montée rapide est pour l'auteur le résultat d'une longue marginalisation et un défi à l'égard de l'Occident. L'auteur reconnaît l'existence d'une stratégie de modération qui accompagne la montée rapide des mouvements islamistes. (S.K.).

- TAHERI Amir – France – monde arabe : changer de cap ?, **Politique internationale**, (76), été 1997, p. 127-145.

## ALGÉRIE

- ADDI Lahouari – Réflexion politique sur la tragédie algérienne, **Confluences Méditerranée**, (20), hiver 1996-1997, p. 43-49.

Une nouvelle réflexion sur la question dûment posée : qui est le responsable de la misère algérienne ? L'auteur s'intéresse au rôle de l'Etat qui est « étouffé par l'armée », un problème récurrent qui trouve ses origines dans le fonctionnement même du mouvement de la libération avant l'indépendance et qui pousse l'homme de la rue à poser la question suivante : « qui décide dans le pays ? » Une institutionnalisation du pouvoir visant à diminuer l'influence des militaires, ainsi que la réactivation du dialogue au sein de la société lui paraissent des voies nécessaires à explorer afin de « dénouer la crise ». (S.K.).

- BELTRAN Carmelo Pérez – **Mujeres Argelinas en lucha por las libertades democráticas**, Granada, éd. Université de Granada, 1997, 384 p.

- DENAUD Patrick – **Algérie, le FIS : Sa direction parle...**, Paris, L'Harmattan, 1997, 316 p.

Un recueil d'entretiens réalisés par un journaliste spécialiste du monde musulman. Dans ces entretiens, quatre des dirigeants du FIS exilés en Europe parlent de leur mouvement et du développement de la situation en Algérie. Les interlocuteurs exposent l'état de leurs relations avec l'intérieur ainsi que et leur position à l'égard du GIA et du pouvoir. (S.K.).

– DJERBAL Daho – **Algérie : les élections législatives du 5 juin 1997. Enjeux et résultats**, *Maghreb Machrek, Monde Arabe*, (157), mai-sept. 1997, p. 149-180.

– FULLER G.E. – **Algérie, l'intégrisme au pouvoir?** Paris, P. Banon, 1997, 205 p.

Cette étude descriptive est orientée de façon opérationnelle et politique et cherche les alternatives possibles et les solutions réalistes. (d'après *Maghreb Machrek*, n° 157).

– GOURDON Hubert – La constitution algérienne du 28 novembre 1996, *Maghreb Machrek, Monde Arabe*, (156), 1997, p. 36-48.

– JURT Joseph – **Algérie – France – Islam, actes du colloque organisé par le Centre français de l'Université de Fribourg en Br. le 27 et 28 octobre 1995**, Paris, L'Harmattan, 1997, 254 p.

– MALTI Hocine – **On l'a appelé le pétrole rouge**, Alger, éd. Marinoor, 1997, 372 p.

Le pétrole est à l'origine de la souffrance des Algériens. Son exploitation commence par les Français avant d'être nationalisée et le départ des Français en 1971 par une décision de Boumédiène. Depuis, les Algériens collaborent avec des sociétés américaines en rendant leurs relations avec la France plus difficiles. En 1973, l'Algérie joue un rôle capital dans la crise pétrolière. Dès lors, cette Algérie « leader incontesté du Tiers Monde » doit « descendre aux enfers ». L'auteur trace un panorama des relations pétrolières de l'Algérie en soulignant les manœuvres à l'intérieur de l'OPEC et les relations de cette organisation avec le cartel des compagnies internationales. En critiquant l'époque post-Boumédiène, l'auteur s'indigne devant ce qu'il appelle le découpage des sociétés nationales et les échecs des expériences économiques successives. (S.K.).

– MARTINEZ Luis – Algérie : les enjeux des négociations entre l'AIS et l'armée, *Politique étrangère*, (4), 1997/1998, p. 499-510.

– MEDHAR Slimane – **La violence sociale en Algérie**, Paris, éd. Thala, 1997, 267 p.

Selon l'auteur, les racines de la violence en Algérie sont attribuées aux élites dont l'histoire est étroitement liée à l'histoire de la violence, que ce soit la violence matérielle utilisée afin d'arriver au pouvoir ou encore la violence symbolique pour garder ce pouvoir. Dès lors, comme une réponse à cette violence officielle amplifiée par l'échec des élites dirigeantes dans l'amélioration du niveau de vie des citoyens, la violence populaire s'est enracinée et développée pour compléter le cercle de la violence. (S.K.).

– MONGIN Olivier – Le sale avenir de la guerre civile en Algérie, *Esprit*, (230-231), 1997, p. 16-26.

– ROUADJIA Ahmed – Un an après l'élection de Liamine Zeroual, *Confluences Méditerranée*, (20), hiver 1996-1997, p. 109-122.

– STORA Benjamin – Ce que dévoile une guerre : Algérie, 1997, *Politique étrangère*, (4), 1997/1998, p. 487-497.

– TAHI Mohand Salah – Algeria's legislative and local elections : democracy denied, *Mediterranean Politics*, (3), 1997, p. 123-133.

– YACOUBIAN Mona – **Algeria's Struggle for Democracy**, New York, Concil on Foreign Relations, 1997, 56 p.

L'auteur essaye d'expliquer aux décideurs politiques américains les raisons de la crise algérienne en préconisant des solutions. Elle avance notamment l'absence des réformes politiques et économiques qui engendre l'extrémisme et le renforce. Elle inscrit son étude dans un logique régionale qui évoque la répression exercée par les régimes voisins à l'égard de leurs opposants. La politique française, que l'auteur estime inefficace, cède le pas à une présence américaine et à un rôle européen mieux accueilli. Mais l'auteur insiste sur le rôle primordial des Algériens eux-mêmes dans la mise en place des réformes que l'aide occidentale peut contribuer à accélérer. (S.K.).

## LIBYE

– KIKHIA Mansour – **Libya's Qaddafi, The Politics of Contradiction**, Gainesville, University Press of Florida, 1997, 213 p.

Le livre a été édité comme hommage à son auteur libyen disparu dans des conditions obscures lors d'un séjour au Caire en 1993. En tant qu'ancien Ministre des Affaires étrangères devenu opposant du régime libyen, Khikhia essaye de faire la comparaison entre l'époque qui précède l'avènement au pouvoir de Qaddafi et celle qui lui succède. La comparaison s'appuie sur l'analyse du système politique, social et économique durant ces deux séquences, en mettant l'accent sur des contradictions qui distinguent la politique intérieure et extérieure de ce pays. (S.K.).

## MAROC

– CONTRERAS Ana Isabel Planet – **Melilla y Ceuta : Espacios-frontera Hispano Marroquies (1985-1995)**, Th. doct. en études arabe et islamique, Universidad Autonoma de Madrid, Bernabé Lopez Garcia (dir.), 1997, 706 p. Étude de l'évolution socio-politique et économique moderne de deux villes dont la localisation africaine fait d'elles des frontières perméables et un laboratoire de la multiculturalité du XXI<sup>e</sup> siècle. (A.R.).

– DAOUD Zakya – Maroc : les élections de 1997, *Maghreb Machrek, Monde Arabe*, (158), oct. déc. 1997, p. 105-128.

– ENTELIS John P. (ed.) – **Islam, Democracy, and the state in North Africa**, Bloomington and Indianapolis, Indiana University Press, 1997, 228 p. (Analyse supra).

– GALLISSOT René, KEROAT Jacques (eds) – **Ben Barka. De l'indépendance marocaine à la Tricontinentale**, Paris, Khartala/Institut Maghreb-Europe, 1997, 214 p.

Série d'interventions faites à l'occasion d'un colloque consacré à Ben Baraka par l'Institut Maghreb-Europe autour des trois moments qui ont marqué le parcours de ce militant, disparu dans des circonstances mystérieuses en 1965 : les luttes de libération nationale, le Maghreb arabe, et enfin, la cause tiers-mondiste. (*Maghreb Machrek*, n° 157).

- HAMMOUDI Abdoullah – **Master an disciple. The cultural fondations of moroccan authoritarianism**, Chicago, The University of Chicago Press, 1997, 198 p.

Directeur de l'institut « for the trans-regional study of the contemporary Middle East, North Africa and Central Asia » à l'Université de Princeton, Hammoudi s'interroge, comme la plupart des intellectuels arabes, sur la persistance du modèle autoritaire au pouvoir. Afin de trouver une réponse, l'auteur s'appuie sur le cas marocain en entreprenant une étude anthropologique de l'autoritarisme des régimes arabes à partir des relations émotionnelles entre les gouvernants et les gouvernés. Le livre montre qu'il existe, dans la culture marocaine, un modèle d'autorité qui juxtapose l'autorité absolue à la soumission absolue. A partir du mysticisme musulman en passant par la période coloniale et postcoloniale, ce modèle a atteint la sphère politique. Si ce paradigme dialectique reste dominant sur les relations politiques, l'autoritarisme restera l'unique forme d'organisation politique. (D'après Marco Mosca *in Maghreb Machreq*, 159).

- HERNANDO Miguel – **La politica exterior de Marrocos**, Madrid, éd. Mapfre, 1997, 471 p.
- LAMGHARI Abdelaziz – La nouvelle constitution marocaine de 1996 : apports et perspectives, **Remald (Rabat)**, 1997, 119 p.
- LEVEAU Rémy – Morocco at the crossroads, **Mediterranean Politics (London)**, (2), 1997, p. 95-113.
- MERZOUK Mohamed – Quand les jeunes redoublent de féroce : l'islamisme comme phénomène de génération, **Archives de sciences sociales des religions**, (97), 1997, p. 141-158.
- PAREJO FERNANDEZ Angustias – **Las elites politicas marroquies los parlamentarios (1977-1993)**, Th. doct. en Science politique, Jose Cazorla Perez, Juan Montabes Pereira (dirs.) Universidad de granada, 1997, 958 p.  
L'évolution du système politique marocain est perçue à partir de l'analyse de la composition humaine de l'institution représentative par excellence : le Parlement. Précedé d'une approche théorique sur les élites dans le Tiers Monde et s'appuyant plus particulièrement sur la littérature scientifique consacrée à l'étude des élites maghrébines et marocaines, cette thèse se situe dans la veine des travaux de sociologie descriptive du personnel politique. A partir d'un questionnaire comportant une grille de paramètres d'un usage classique pour couvrir l'identification personnelle, familiale, socio-professionnelles et politique de son échantillon, et à l'aide également d'entretiens directifs, A.P.F. s'est attaché à dégager dans une perspective comparative les changements intervenus dans la composition du personnel parlementaire entre les scrutins législatifs de 1977 à 1993. Ce travail de recherche bien documenté et conduit avec sérieux et rigueur au plan méthodologique, tend à montrer pour l'essentiel dans quelle mesure le renouvellement des élites parlementaires marocaines répond à la transformation du régime politique qui « d'une démocratie limitée » s'est converti en une « démocratie contrôlée » (A.R.).
- WHITE Gregory – The advent of electoral democracy in Morocco? the referendum of 1996, **Middle East Journal**, (3), 1997, p. 389-404.
- Le Maroc, **Géopolitique**, (57), p. 5-165.

## SAHARA

- GUIJARRO Fernando – **La distancia de cuatro dedos en la guerra del Sahara con el Polisario**, Barcelona, éd. Primera, 1997, 491 p.

Le livre raconte le quotidien et l'état de guerre vécu dans les camps de réfugiés sahraouis. Un travail fait par un journaliste à partir des entretiens avec les habitants qui dénote un certain souci de faire partager au lecteur la cause du Polisario. L'ouvrage contient une bibliographie commentée et une chronologie qui retrace l'histoire de cette région depuis 1402, lorsque les navigateurs espagnols intègrent les îles Canaries à la couronne de Castille, jusqu'à 1996. (A.R.).

## TUNISIE

- MOHSEN-FINAN Khadija – **Sahara Occidental. Les enjeux d'un conflit régional**, Paris, CNRS-Éditions, 1997, 229 p.  
(Analyse *supra*).

- CAMAU Michel, GEISSER Vincent (eds.) – **Tunisie : dix ans déjà, d'une République à l'autre, Maghreb Machrek, Monde Arabe**, (157), mai-sept. 1997, p. 213.

En une centaine de pages et dix articles, ce numéro spécial dresse une vue d'ensemble de la Tunisie telle qu'elle est après dix ans de pouvoir de Ben Ali. Les articles sont de deux types. Les premiers dégagent un bilan politique et économique et les seconds, par petites touches, au travers d'études de cas, permettent de construire une perspective d'ensemble et de comprendre le système tunisien qu'il soit politique, économique ou social (sociabilités, évolution vers l'urbain, caractéristiques des élites...). La Tunisie depuis Bourguiba (depuis le 7 novembre 1987) se caractérise par la mutation de sa vie politique (mise à la retraite de Bourguiba, montée en puissance du mouvement islamiste, stabilisation, bipolarisation et neutralisation du champ politique au profit du seul président Ben Ali) et la restructuration de son économie (programme d'ajustement structurel dès juin 1986 qui a abouti au maître mot de «croissance» dans une perspective d'insertion dans le mouvement de globalisation et donc de l'économie de libéralisation). Elle est cependant constamment partagée entre le secteur public et le secteur privé, entre sa volonté de participer au mouvement de mondialisation et celle de ne pas abandonner ses préoccupations de l'équilibre social, soutenu en cela par la population. Ceci se retrouve de façon systématique dans de nombreux secteurs : les étudiants vivent ce partage pendant leurs études et au cours de leur insertion professionnelle difficile ; la science fait l'objet d'une rhétorique du pouvoir qui cherche à se légitimer et montrer ses efforts pour sortir du sous développement et entrer en modernité, mais elle ne bénéficie pas d'une politique cohérente sur le long terme.

L'État est présent partout, se mettant en scène dans la rénovation de quartiers ou l'engagement sportif, et influençant toutes les sphères de l'économie par le maître mot de la «mise à niveau» (des entreprises dans la perspective de la libéralisation et de la concurrence) qui s'applique même dans le secteur du logement social.

Le partage permanent entre le secteur public et le secteur privé existe dans les mêmes termes entre la tradition et la modernité qui fonctionnent simultanément.

ment. Cette imbrication est illustrée par la distinction qu'introduit Adbelhamid Hénia entre « notables » et « élites » dans la société tunisienne.

Le dernier article, d'Anne-Marie Planel, à propos de la réforme de l'industrialisation au XIX<sup>e</sup> siècle en Tunisie s'impose comme une conclusion pour montrer que la modernisation de la Tunisie (préoccupation actuelle majeure) n'est pas une idée récente : Ahmed Bey, arrivé au pouvoir en 1837 (et donc avant la colonisation) avait engagé le pays dans la voie de l'occidentalisation de la politique et favorisé l'introduction de nouveaux modes de production. (Gaelle GILLOT).

– BENEDICT Stephen – Tunisie, le mirage de l'État fort, *Esprit*, (230-231), 1997, p. 27-42.

– La décennie Ben Ali, Tunisie un bilan : 1987-1997, *Les Cahiers de l'Orient*, (46), 2<sup>e</sup> trimestre, 1997,

Numéro spécial qui célèbre le développement économique de ce pays après dix années du règne du président Ben Ali, ainsi que le rôle important que la Tunisie joue sur la scène méditerranéenne.

## Bibliographie en langue arabe<sup>1</sup>

- إبراهيم سعد الدين. - المجتمع المدني والانتقال الى الديموقراطية في العالم العربي، التقرير السنوي.

- IBRAHÎM Sa'd al-Dîn (ed.). - *La société civile et le passage à la démocratie dans le monde arabe, rapport annuel*, 1996, 470 p.

- إبراهيمي أحمد طالب. - المعضلة الجزائرية، الأزمة والحل.

- IBRÂHÎM Ahmad Tâlib. - *Le marasme algérien, la crise et la solution*. Damas/Beyrouth, Dâr 'Atiyya, 1996, 152 p.  
(Analyse *supra*).

- أمين سمير، غليون برهان. - حوار بين الدولة والدين.

- AMÎN Samîr, GHALYÛN Burhân. - *Dialogue entre l'état et la religion*. Casablanca, al-Markaz al-Thaqâfi al-'Arabi, 1996, 191 p.  
(Analyse *supra*).

- أمين سمير. - المجتمع والدولة في الوطن العربي في ظل السياسات الرأسمالية الجديدة : المغرب العربي.

- AMÎN Samîr (ed.). - *La société et l'Etat dans le monde arabe à l'ombre des nouvelles politiques capitalistes : le Maghreb arabe*. Le Caire, 1997, 143 p.

Évaluation des effets politiques et sociaux lié à l'impact du capitalisme dans le monde arabe. Pour la faire, le livre étudie les cas de la Tunisie, l'Algérie et le Maroc. (Salam Kawakbi).

- أنصاري محمد جابر. - النزاعات الأهلية العربية : العوامل الداخلية والخارجية.

- ANSÂRÎ Mohammad Jâbir (ed.). - *Les conflits civils arabes : les facteurs intérieurs et extérieurs*, Beyrouth, Centre d'études de l'unité arabe, 1997, 202 p.

Analyse approfondie des conflits civils au sein du monde arabe, à partir des facteurs internes ( complexité de la société arabe et ses diversités) et surtout du facteur extérieur essentiel qui est le rôle d'Israël dans la politique de division et

---

<sup>1</sup> La saisie et la mise en forme de cette bibliographie en langue arabe ont été réalisées avec l'aimable collaboration de M. Mounir ARBACH, chercheur associé à l'IREMAM-MMSH.

d'atomisation de son environnement. (S.K.)

**- أو مليل علي. - سلطة سياسية وسلطة ثقافية.**

- 'ÛMLÎL 'Alî. - **Pouvoir politique et pouvoir culturel, Beyrouth, Centre d'études de l'unité arabe.** Centre d'études de l'unité arabe, 1996, 280 p.

L'auteur établit une typologie de l'intellectuel arabe, depuis son rôle auprès des Princes comme simple calligraphe jusqu'à la "la mise en formules du bon vouloir du Prince". Cette procédure tente de trouver une réponse à la question suivante : "Y aurait-il un pouvoir que détiendraient les penseurs, producteurs du savoir ?" Ali Oumlil distingue dans le passé entre les catégories d'intellectuels, en commençant par le prosateur-secrétaire qui occupe le rôle du technicien de l'écriture officielle. Une deuxième catégorie est celle du penseur-jurisconsulte "faqih" qui s'oppose et qui se soumet au pouvoir. Le "Sûfi" est un intellectuel spontané qui choisit tantôt le retrait et tantôt l'affrontement avec le pouvoir. En dernier, le philosophe, qui est souvent au service du pouvoir. L'auteur ne choisit aucune de ces catégories pour l'ère nouvelle et appelle à l'émergence d'un intellectuel arabe nouveau qui serait libre en s'appropriant les problèmes de l'espace public et en défendant les principes démocratiques. (S.K. d'après Mars, n° 9, 1998).

**- باروت جمال. - حركة القوميين العرب : النشأة، التطور، المصائر.**

- BÂRÛT M. Jamâl. - **Le mouvement des nationalistes arabes : la fondation - le développement - les destins.** Damas, Centre arabe des études stratégiques, 1997, 586 p.

Une étude détaillée qui présente aux lecteurs une matière très riche en informations et en analyses sur la création, le développement et le destin d'un mouvement politique qui a joué un rôle très important sur la scène politique arabe. Un travail minutieux qui fait partie d'un projet global sur les partis politiques arabes. (S.K.)

**- بلقيز عبد الله. - الخطاب الإصلاحي في المغرب.**

- BELQAZÎZ 'Abd Allâh. - **Le discours réformiste au Maroc : la composition et les références 1844-1918.** Beyrouth, Dâr al-Muntakhab al-'Arabî, 1997, 232 p.

**- بن فه خالد عمر. - إغتيال بومدين.**

- BEN FUFAH Khâlid 'Umar. - **L'assassinat de Boumédiène.** Alger, Qasr al-Kitâb, 1997, 164 p.

- بن نعمان أحمد. - فرنسا والطروحات البربرية.

- BEN NU'MÂN Ahmad. - *La France et la thèse berbère*. Alger, Dâr al-Umma, 1997, 260 p.

- بو عنقا علي، عبد العلي دبلاة. - الدولة وطبيعة الحكم في الجزائر.

- BÛ 'ANÂQA 'Alî, ABD al-'ALÎ Dibla. - *L'État et la nature du pouvoir en Algérie*. al-Mustaql al-'arabî, 225, 1997, p. 48-62.

- برقاوي أحمد. - مقدمة في التنوير : العلمانية، الدولة، الحرية.

- BARQÂWÎ Ahmad. - *Introduction à la philosophie des Lumières: la laïcité, l'État et la liberté*. Damas, éd. Dâr As'ad, 1997.

La philosophie des Lumières dans le monde arabe évolue dans un climat de peur pour tout ce qui touche au pouvoir, et aux relations entre politique et religion. Cette crainte empêche de produire toute véritable pensée qui reste confinée dans le choix entre l'allégeance ou la marginalisation. Afin de trouver les remèdes il y a trois mots clés qui sont liés l'un à l'autre : la démocratie, la laïcité et l'égalité entre l'homme et la femme. (S.K.)

- تاوتي الصديق. - المسلمين في جنوب شرق آسيا. كمبوديا وفيتنام.

- TÂWITÎ al-Siddîq - *Les musulmans dans le Sud-Est asiatique. Cambodge et le Vietnam* . Alger, Charikat Dâr al-Umma, 1997, 134 p.

- تيزيني طيب. - من الإشتراك الغربي إلى الإشتراك المغربي.

- TIZÎNÎ Tayyib. - *De l'orientalisme occidental à l'orientalisme maghrebin : étude dans la lecture Jaberite de la pensée arabe et dans ces perspectives historiques*. Damas, Dâr al-Majd, 1997.

- الحسن الثاني. - خطب ومؤتمرات صحافية لجلالة الملك الحسن الثاني

مارس ١٩٩٥-مارس ١٩٩٦.

- al-HASAN al-Thânî. - *Discours et conférences de sa Majesté le roi Hassan II (mars 1995 - mars 1996)*. 1996, 224 p.

- داردور عبد الباسط. - العنف السياسي في الجزائر وأزمة التحول  
الديمقراطي.

- DÂRDÛR 'Abd al-Bâsit. - *La violence politique en Algérie et la crise de la transformation démocratique. La société civile et le passage à la démocratie dans le monde arabe, rapport*. Casablanca, al-Markaz al-Thaqâfî al-'Arabî, 1996, 191 p.  
(Analyse *supra*).

- دريف محمد. - الحركة الطلابية المغربية : قراءة لأزمة الإتحاد الوطني للطلاب المغاربة. ١٩٩٥-١٩٩٦.

- DARÎF Muhammad. - *Le mouvement étudiant marocain : lecture dans la crise de l'Union nationale des étudiants marocains, 1995 - 1996*. Casablanca, édité par al-Majallat al-maghribiya li-'ilm al-ijtimâ' al-siyâsî, 1996, 195 p.

- دريف محمد. - المغرب في ملتقى طرق : قراءة للوضع السياسي.

- DARÎF Muhammad. - *Le Maroc à la croisé des chemins : lecture dans le paysage politique*, Casablanca, édité par al-Majallat al-maghribiya li-'ilm al-ijtimâ' al-siyâsî, 1996, 142 p.

- راسي جورج. - *الإسلام الجزائري : عن الأمير عبد القادر إلى أمراء الجماعات*.

- RÂSSÎ Jûrj - *L'islam algérien : du Prince Abdoulqader au Princes des groupes*. Beyrouth, Dâr al-Jadîd, 1997, 575 p.

- رياشي سليمان، انصار عياشي، صالح صالح وآخرون. - *الأزمة الجزائرية: الخلفيات السياسية، الاجتماعية، الاقتصادية والثقافية*.

- RAYÂCHÎ Sulaymân, ANSÂR 'Ayyâchî, SÂLIHÎ Sâlih et al. - *La crise algérienne : les effets politiques, sociaux, économiques et culturels*. Beyrouth, Markaz Dirâsât al-Wahda al-'Arabiyya, 1996, 492 p.

Un des rares travaux scientifiques en langue arabe qui analyse la crise algérienne d'une manière neutre sans prendre partie et faire la propagande de l'un ou de l'autre des courants politiques sur la scène algérienne. Issu d'un projet de recherche piloter par le centre d'études de l'unité arabe, le livre se divise en trois parties et chaque partie englobe plusieurs sous parties. Le livre traite l'Algérie en général et non seulement de la crise actuelle. Une première partie est consacrée à la situation politique dont le pluralisme, les forces politiques actives, la nature du pouvoir et le respect des règles du jeu démocratique forme l'essentiel de ces sous parties. Une seconde partie s'intéresse à la situation sociale et économique où un des écrivains analyse le cadre théorique de l'échec de la société civile et la relation entre l'État et le concept même d'une société civile. La dernière partie de cet ouvrage bien fourni est consacré à la problématique de la question culturelle ainsi que les pratiques idéologiques à partir de la dualité linguistique au niveau de l'élite. (Salam Kawakibi).

- زيدان إبراهيم. - جاك شيراك والعالم العربي.

- ZAYDÂN Ibrâhîm. - **Jacques Chirac et le monde arabe.** Beyrouth, Dâr al-nâchr li-l-siyâsa wa-l-târîkh, 1997, 340 p.

- سيد رضوان. - **سياسات الإسلام المعاصر.**

- SAYYID Radwân. - **Les politiques de l'islam contemporain.** Beyrouth, Dâr al-kitâb al-'arabî, 1997, 355 p.

- صاوي علي. - **النخبة السياسية في العالم العربي.**

- SÂWÎ 'Alî (ed.). - **L'élite politique dans le monde arabe.** Le Caire, Centre des recherches et des études politiques, 1996, 614 p.

Ce livre rassemble les travaux de la troisième conférence des jeunes chercheurs qui s'est déroulée au Caire en novembre de l'année 1995 autour du thème de l'élite en tant qu'élément central de l'action politique. Certaines études traitent des origines théoriques de l'élite en tant que concept et d'autres concernant les élites politiques dans plusieurs pays arabes tentent de réaliser une comparaison en termes de niveaux de développement politique, économique et social dans chacun de ces pays. (S.K.)

- سعد الله فوزي. - **يهود الجزائر هؤلاء المجهولون.**

- SA'D ALLÂH Fawzî - **Les Juifs de l'Algérie. Ces inconnus.** Alger, Charikat Dâr al-Umma, 1996, 263 p.

- سليمان ميخائيل. - **تونس والعالم - موقف الشعب التونسي من البلدان الأخرى.**

- SULAYMÂN Mikhâ'il. - **La Tunisie et le monde : la position de la jeunesse tunisienne par rapport aux autres pays.** al-Mustaqlal al-'arabî, 220, 1997, p. 69-85.

- المصملي حسن وأخرون. - **الشاوية. التاريخ وال المجال.**

- al-SUMAYLÎ Hasan et al. - **al-Châwiya. L'histoire et l'espace.** Casablanca, Manchûrât al-Châwiya, 1997, 238 p.

- صندوق أحمد بلحاج. - **حقوق الإنسان، رهانات وتحديات.**

- SANDAQ Ahmad Belhâjj. - **Les Droits de l'Homme, paris et défis.** Rabat, éd. Babel, 1996, 128 p.

Le livre se divise en deux parties comprenant cinq sections chacune. La première partie est consacrée aux paris et aux défis nationaux et régionaux qui relèvent de l'application des concepts universels des droits de l'homme. Dans cette partie, l'auteur met l'accent sur la nécessité d'enseigner les concepts

fondamentaux des droits de l'homme dans les universités et les lieux de formation. En prenant en considération l'impossibilité pour les régimes politiques d'entrer dans l'ère nouvelle sans franchir ce pas, l'auteur insiste sur la responsabilité commune des gouvernants et des gouvernés dans l'instauration d'une société capable d'affronter le vingt-et-unième siècle. Le chemin passe par une réforme administrative qui définisse les droits et les devoirs des fonctionnaires de telle sorte qu'ils puissent appliquer la loi en respectant les droits des citoyens reconnus dans un État de droit. L'auteur conclut sa première partie en s'interrogeant sur les moyens à utiliser dans les pays en voie de développement, et la manière à utiliser pour passer de la reconnaissance formelle des droits de l'homme à leur application pratique.

Dans la deuxième partie, Al Sandak met l'accent sur les éléments internationaux qui s'impliquent, ou doivent s'impliquer, dans le processus visant à respecter les droits de l'homme. Dans son analyse du sous-développement il met l'accent sur les démarches nécessaires pour développer ces sociétés. Partant, il donne beaucoup d'importance au droit des peuples au développement qui lui semble à la base de toute initiative pour faire respecter les droits de l'homme dans les pays sous-développés. Un droit qui doit être respecté par les puissances économiques et politiques internationales. (Salam Kawakibi).

- طوبيلة عبد الصدار . - حكومة مدنية أو دينية ؟ .

- TAWÎLA 'Abd al-Sattâr. - **Gouvernement civil ou religieux ?** Le Caire, éd. al-Hay'a al-Masriyya li-l-Kitâb, 1996, 614 p.

Un exemple de la production "anti-islamiste" chez les intellectuels égyptiens. Le livre tente d'envoyer un message d'avertissement aux élites afin d'épargner le pays d'un éventuel État islamiste. Pour essayer de comprendre "l'extrémisme" chez certains musulmans, l'auteur se réfère aux autres formes de l'extrémisme chez les juifs et les chrétiens.

Cependant, et en critiquant la tendance totalitaire des mouvements islamistes, l'auteur se livre à une analyse de l'infiltration de "l'islam politique" dans les syndicats professionnels par le biais de la démocratie. Ainsi, le mouvement des frères musulmans, qui a réussi à pénétrer ces syndicats par les élections, représente pour l'auteur la vitrine aménagée pour les groupuscules extrémistes. L'auteur reproche aux Occidentaux leur tolérance douteuse à l'égard des "islamistes" partout dans le monde. L'audience de ces mouvements auprès des jeunes tient à la situation économique très critique du pays sans entamer une confiance remarquable dans la personne du président Moubarak et sa politique. Dans cette série d'articles, il y a un appel constant à la formation d'un front "démocratique" rassemblant tous les courants qui croient à la démocratie, dont "les libéraux" et la "gauche libérale". (Salam Kawakibi).

- عبد الله ثناء فؤاد. - آليات التغيير الديمقراطي في العالم العربي.
- 'ABD ALLÂH Thanâ' Fu'âd. - **Les mécanismes de changement démocratique dans le monde arabe**. Beyrouth, Centre d'études de l'unité arabe, 1997, 424 p.
- علوي سعيد بن سعيد. - الوطنية والتحديثية في المغرب.
- 'ALAWÎ Sa'îd b. Sa'îd. - **Le nationalisme et la modernisation au Maroc**. Beyrouth, Centre d'études de l'unité arabe, 1997, 186 p.
- Le livre observe les effets de la modernisation sur la pensée nationale au Maroc en évoquant ses particularités. L'auteur souligne le rôle de la culture arabe et islamique dans la formation de cette pensée. En revanche, il constate des éléments qui ont entravé le développement de cette pensée dont l'absence d'une doctrine explicite de l'action et l'imagination politique. Afin de résoudre ce problème, l'auteur propose de réagir sur deux niveaux d'action : le renforcement de la conscience politique du peuple marocain d'un part et d'autre part, donner plus d'importance à l'enseignement et notamment l'arabisation. (S.K.)
- فيلالي صالح. - **ايدیولوجیات الحركات الوطنية العربية : الجزائر**.
- FÎLÂLÎ Sâlih. - **Les idéologies des mouvements nationalistes arabes : le cas de l'Algérie**, Chu'un 'Arabiyya, 85, 1996, p. 158-174.
- قرنفل حسن. - **المجتمع المدني والنخبة السياسية، إقصاء أم تكامل**.
- QURUNFUL Hasan. - **La société civile et l'élite politique, exclusion ou complémentarité**. Casablanca, Dâr Afriqiyâ al-charq, 1997, 231 p.
- قرنفل حسن. - **النخبة السياسية والسلطة، مقاربة سوسيولوجية للانتخابات التشريعية في المغرب**.
- QURUNFUL Hasan. - **L'élite politique et le pouvoir, approche sociologique des élections législatives au Maroc**. Casablanca, Dâr Afriqiyâ al-Charq, 1997, 336 p.
- كارل بيرنت يوهان .- الأمير عبد القادر. ترجمة وتقديم أبو العيد دودو.
- BÎRNIT Kârl Yûhâzn. - **L'émir 'Abd al-Qâdir**. Traduit par Abû al-'Îd Dûdû. Alger, Dâr Hûma, 1997, 334 p.
- لوزي عبد العزيز. - **المسألة الدستورية والمسار الديمقراطي في المغرب**.
- LAWZÎ 'Abd al-'Azîz. - **La question constitutionnelle et le processus démocratique au Maroc**. Casablanca, Dâr al-Nâchir al-maghribiyya, 1996, 133 p.

- متوكل محمد عبد الملك. - **الاسلام وحقوق الانسان.**
- MUTAWAKKIL Muhammad 'Abd al-Malik. - *L'islam et les droits de l'homme.* al-Mustaql al-'arabî, 216, 1997, p. 4-31.
- مروة كريم. - **حوار الايديولوجيات بين ماركسيّة وافكار دينية.**
- MARWA Karîm. - *Le dialogue des idéologies entre les idées marxistes et les idées religieuses.* Beyrouth, Dâr al-Fârâbî, 1997, 183 p.
- Un philosophe de tendance marxiste tente de trouver des points communs entre certaines idées marxistes avec d'autres idées religieuses notamment celles de l'Islam . A partir de questions qu'il estime capitales il conclut à la médiocrité de la pensée qui présente le marxisme comme un ennemi de la religion et à l'absence de la contradiction entre le marxisme et le spirituel. (S.K.)
- MADÎNÎ Tawfîq. - **La société civile et l'État politique dans le monde arabe.** Damas, Union des écrivains arabes, 1997, 867 p.
- مدینی توفیق. - **المجتمع المدني والدولة السياسية في الوطن العربي.**
- MADÎNÎ Tawfîq. - *La société civile et l'État politique dans le monde arabe.* Damas, Union des écrivains arabes, 1997, 867 p.
- المريني عبد الحق. - **الجيش المغربي عبر التاريخ.**
- MARÎNÎ 'Abd al-Haqq. - *L'armée marocaine à travers l'histoire.* Rabat, Dâr al-Mâ'rifa li-l-Nâchr wa-l-Tawzî', 1997, 562 p.
- مهري عبد الحميد. - **الأزمة الجزائرية : الواقع والأفاق.**
- MAHRÎ 'Abd al-Hamîd. - *La crise algérienne : la réalité et les perspectives.* al-Mustaql al-'arabî, 226, 1997, p. 4-9.
- نصار ناصيف. - **التفكير والهجرة.**
- NASSÂR Nâsîf. - **La réflexion et la migration.** Beyrouth, éd. Dâr al-Nahâr, 1997, 344 p.
- Une série d'articles parus dans la presse arabe qui se regroupent sous quatre thèmes : Histoire de la pensée arabe, société et politique, pensée religieuse et pensée scientifique, et chemin de l'indépendance philosophique. (Arabies, mai 1998).
- هلال علي الدين، مطر جميل. - **الامم المتحدة : ضرورة الاصلاح بعد نصف قرن، وجهة نظر عربية.**
- HILÂL 'Alî al-Dîn, MATAR Jamîl (eds.). - *Les Nations Unies : nécessité de réforme après un demi siècle : point de vue arabe.*

Beyrouth, Centre d'études de l'unité arabe, 1996, 334 p.

*Généralités*

- حالة الوطن العربي : المؤتمر القومي العربي السابع : الوثائق، القرارات، التصريحات.

- L'état de la nation arabe : le septième congrès national arabe: les documents, les décisions, les manifestations. Beyrouth, Centre d'études de l'unité arabe, 1997, 479 p.